

ECHANGES DE LETTRES OUVERTES ENTRE RÉGIS DEBRAY ET HUBERT VÉDRINE SUR LA PLACE DE LA FRANCE DANS L'OTAN

Hubert Vedrine

Echanges de lettres ouvertes entre Régis Debray et Hubert Védrine sur la place de la France dans l'OTAN

Cher Hubert, Les avis rendus par «gaullismierendard» intrépide oxymore — connu pour son aptitude à dégonfler les baudruches présentent l'ourd. Ainsi de tout rapport sur le retour de la France dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), que l'avait demandé en2012 le président François Hollande, confiant —et qui ne le serait!— en ton expertise et en ton expérience. Le bruit médiatique étant inversement proportionnel à l'importance du sujet, il n'y a pas de quoi s'étonner de la relative discrétion qui l'a entouré. Les problèmes de défense ne mobilisent guère l'opinion, et la place de la France dans le monde ne saurait faire autant de buzz que Baby et Népal, les éléphants tuberculeux du zoo de Lyon. Sauf quand une bataille d'Austerlitz nous emplit de fierté, comme récemment avec cette héroïque avancée dans le désert malien qui, sans trop de morts ni coups de feu, fit reculer dans la montagne des bandes errantes de djihadistes odieux. Ce rapport m'a beaucoup appris, tout en me laissant perplexe. Tu donnes indirectement quitus à M.Nicolas Sarkozy, avec une sorte de oui mais, d'avoir fait retour au berceau atlantique. Réintégration que tu n'aurais pas approuvée en son temps, mais qu'il y aurait pu vouloir d'inconvenant à remettre en cause qu'à entériner. Dans l'Union européenne, personne ne nous suivrait. Resterait par la France à y reprendre fermement l'initiative, sans quoi il y aurait «normalisation et banalisation» du pays. Voilà qui me donne l'envie de poursuivre avec toi un dialogue interrompu depuis mai1981, quand nous nous sommes retrouvés à l'Elysée dans deux bureaux voisins et heureusement communicants(1). Le système pyramidal serait devenu un forum qui n'engage plus à grand-chose, un champ de manœuvre où chaque membre a ses chances, pourvu qu'il sache parler fort. Bref, cette OTAN affaiblie ne mériterait plus l'approbre d'ant. Je la jugeais, de loin, plus florissante que cela. Considérablement étendue. Douze pays en1949, vingt-huit en2013 (avec neuf cent dix millions d'habitants). Le pasteur a doublé son troupeau. L'Alliance était atlantique, on la retrouve en Irak, dans le Golfe, au large de la Somalie, en Asie centrale, en Libye (où elle a pris en charge les frappes aériennes). Militaire au départ, elle est devenue politico-militaire. Elle était défensive, la voilà privée d'ennemi mais à l'offensive. C'est le nouveau benign neglect des Etats-Unis qui aurait à tes yeux changé la donne. Washington a viré de bord, vers le Pacifique, avec Pékin et non Moscou pour adversaire-partenaire. Changement de portage général. D'où des jeux de scène à la Marivaux: X aime Y, qui aime Z. L'Europe énamourée fixe ses regards vers l'Amérique, qui, fasciné, tourne les siens vers l'Asie. Le Vieux Continent à l'air fin, mais le cocu ne s'en fait pas trop. Il demande seulement quelques égards. Nous, Français, devrions nous saisir de quelques postes honorifiques ou techniques dans les états-majors, à Norfolk (Etats-Unis), à Mons (Belgique), de vagues espoirs de contrats pour notre industrie, et de quelques centaines d'officiers dans les bureaux, réunions et raouts à foison. La relation transatlantique a sa dynamique. Evident est le déclin relatif de la puissance américaine dans le système international, mais le nôtre semble être allé encore plus vite. L'OTAN n'est plus ce qu'elle était en 1966 (2)? Peut-être, mais la France non plus. Nos compatriotes broient déjà assez du noir pour leur éviter la cruauté d'un avant/après en termes de puissance, de rayonnement international et d'indépendance d'allure («indépendance», le leitmotiv d'hier, était désormais gommé par «démocratie»). Emploi, services publics, armée, industrie, francophonie, indice des traductions, grands projets: les chiffres sont connus, mais passons. En taille et en volume, le rapport reste ce qu'il était: de un à cinq. En termes de tonus et de vitalité, il est devenu de un à dix. Une nation normalisée et renfrognée Etats-Unis: une nation convaincue de son exceptionnalité où la bannière étoilée est hissée chaque matin dans les écoles et se promène en pin's au revers des vestons, et dont le président proclame haut et fort que son seul but est de rétablir le leadership mondial de son pays. «Boostés» par la révolution informatique qui porte ses couleurs et parle sa langue, au cœur, grâce à ses entreprises, du nouvel écosystème numérique, il n'est pas près d'en rabattre. Sans doute, avec ses Latins et ses Asiatiques, peut-on parler d'un pays posteuropéen dans un monde postoccidental, mais s'il n'est plus seul en piste, avec la moitié des dépenses militaires du monde, il peut garder la tête haute. Et mettre en œuvre sa nouvelle doctrine: leading from behind («diriger sans se montrer»). France: une nation normalisée et renfrognée, dont les beaux frontons — Etat, République, justice, armée, université, école — se sont évadés de l'intérieur comme nos nobles édifices délabrés dont on ne garde que la façade. Où la dérégulation libérale a rongé les bases de la puissance publique qui faisait notre force. Où le président doit dérouler le tapis rouge devant le président-directeur général de Google, acteur privé qui jadis eût été reçu par un secrétaire d'Etat. Sidérante diminutio capitis (3). Nous avons sauvé notre cinéma, par bonheur, mais le reste, le régalienn... Le Français de 1963(4), s'il était de gauche, espérait en des lendemains chanteurs; et s'il était de droite, il avait quelque raison de se croire le pivot de la construction européenne, avec les maisons de la culture et la bombe thermonucléaire en plus. Celui de 2013 ne croit en rien ni en personne, but sa coupe et a peur autant de son voisin que de lui-même. Son avenir l'angoisse, son passé lui fait honte. Morose, le Français moyen? C'est sa résilience qui devrait étonner. Pas de suicide collectif: un miracle. Garder une capacité propre de réflexion et de prévision? Indispensable, en effet. Quand notre ministre de la défense vient invoquer, pour expliquer l'intervention au Mali, la «lutte contre le terrorisme international», absurdité qui n'a même plus cours outre-Atlantique, force est de constater un état de phagocytose avancée, quoique retardataire. Loger dans le fourre-tout «terrorisme» (un mode d'action universel) les salafistes wahhabites que nous pourchassons au Mali, courtisans en Arabie saoudite et secours en Syrie conduit à se demander si, à force d'être interopérable, on ne va pas devenir interimbécile. Le défi que tu lances —agir de l'intérieur— exige et des capacités et une volonté. 1. Pour montrer «exigence, vigilance et influence», il faut des moyens financiers et des thinktanks compétitifs. Il faut surtout des esprits originaux, avec d'autres sources d'inspiration et lieux de rencontre que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington ou l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres. Où sont passés les équivalents des maîtres d'œuvre de la puissance nucléaire française, les généraux Charles Ailleret, André Breuille, Pierre Marie Gallois ou Lucien Poirier? Ces stratèges indépendants, s'ils existent, ont apparemment du mal à se faire connaître. 2. Il faut une volonté. Elle peut parfois tirer parti de l'insouciance générale, qui n'a pas des dix mauvais côtés. Elle a permis à Pierre Mendès France, dès 1954, et à ses successeurs de lancer et de poursuivre en sous-main la fabrication d'une force de frappe nucléaire. Or l'actuelle démocratie d'opinion porte en première ligne, gauche ou droite, des hommes-barymètres plus sensibles que la moyenne aux pressions atmosphériques. On gouverne à la godille, le dernier sondage en boussole et cap sur les cantonales. En découvrant dans les sables avec des yeux isolés et dépourvus d'Etat-sanctuaire, avec un bain de foule à la clé, tous nos présidents, après Georges Pompidou, se sont offert une chevauchée fantastique de ce genre (hausse de la cote garantie). Heurter en revanche la première puissance économique, financière, militaire et médiatique du monde reviendrait à prendre le taureau par les cornes, ce n'est pas dans les habitudes de la maison. La croyance dans le droit et dans la bonté des hommes n'entraîne pas à la vertu, mais débouche régulièrement sur l'obéissance à la loi du plus fort. Le socialiste de 2013 prend l'attache du département d'Etat aussi spontanément qu'en 1936 celui du Foreign Office. Le pli a la vie dure. WikiLeaks nous a appris que, peu après la seconde guerre d'Irak, l'actuel ministre de l'économie et des finances M.Pierre Moscovici, alors chargé des relations internationales au Parti socialiste, s'en est allé rassurer les représentants de l'OTAN sur les bons sentiments de son parti envers les Etats-Unis, jurant que s'il remportait les élections, il ne se conduirait pas comme un Jacques Chirac. M.Michel Rocard avait déjà manifesté auprès de l'ambassadeur américain à Paris, le 24octobre 2005, sa colère contre le discours de M.Dominique de Villepin à l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2003, en précisant que, lui président, il serait resté silencieux(5). Demander à l'ex-«gauche américaine» de ruer dans les brancards est un pari hasardeux. Napoléon en1813 n'a pas demandé à ses Saxons de reprendre leur poste sous la mitraille. L'«embêteuse du monde». Dans l'ADN de nos amis socialistes, il y a un gène colonial et un gène atlantiste. Personne n'est parfait. On peut échapper à la génétique, bien sûr, mais à sa génération? On a les valeurs de ses épreuves. François Mitterrand et Gaston Defferre, MM.Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement avaient l'expérience de la guerre, de la Résistance, de l'Algérie. L'Amgot (6), Robert Murphy(7) à Vichy et les cross-en-jambe de Franklin Delano Roosevelt flottaient encore dans les têtes, à côté du débarquement et des libérateurs de1944. La génération actuelle a la mémoire courte et n'a jamais pris de coups sur la figure. Grande dans une bulle, elle traverse dans les clouds. Et subit l'obligation d'être sympa. Ceux qui cassent la baraque ne sont jamais sympas. Chaque fois que la France fut l'«embêteuse du monde», elle s'est mise à dos tout ce qui compte chez elle, grands patrons, grands corps et grande presse (lire «Les lobbyistes de Washington», dans Citations et extraits»). Le sursaut que tu préconises exigerait une mise sous tension des appareils d'Etat et des habitudes, avec sortie du placard, des mal-pensants, qu'on taxera soit de folie, soit de félonie (les nouveaux chiens de garde étant mieux introduits que les anciens). Il jure avec le «passer entre les gouttes» qui fait loi dans un milieu où tout «américain» est baptisé anti-américain. D'autant que «les Américains, ça leur fait l'effet d'une insulte dès que nous n'acceptons pas d'être leurs satellites» (de Gaulle, encore). Surtout quand le rapport de force se note dans la décontraction, prénom, tutoiement et tapes dans le dos. «Clarifier, dis-tu, notre conception de l'Alliance? Oui, et ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Tu parles clair, avec faits et chiffres. Mais c'est la langue de coton qui règne, mêlasse d'euphémismes où nous enlissent les technostuctures atlantique et bruxelloise, avec leurs prétendus experts. Nous parlons par exemple de commandement intégré, quand c'est le leader qui intègre les autres, mais garde, lui, sa liberté pleine et entière. L'intégration n'a rien de réciproque. Aussi les Etats-Unis sont-ils en droit d'espionner (soudoyer, intercepter, écouter, désinformer) leurs alliés qui, eux, se l'interdisent; leurs soldats et leurs officiers ne sauraient avoir de comptes à rendre devant la justice internationale, dont seuls leurs alliés seront passibles; et nos compagnies aériennes sont tenues de livrer toutes informations sur leurs passagers à des autorités américaines qui trouveraient la réciproque insupportable. Chaque stéréotype est ainsi à traduire. «Apporter sa contribution à l'effort commun» fournir les supplétifs requis sur des théâtres choisis par d'autres. «Supprimer les duplications inutiles dans les programmes d'équipement»: Européens, achetez nos armes et nos équipements, et ne développez pas les vôtres. C'est nous qui fixons les standards. «Mieux partager le fardeau»: financer des systèmes de communication et de contrôle conçus et fabriqués par la métropole. «L'Union européenne, ce partenariat stratégique avec une place unique aux yeux de l'administration américaine» —alors que l'hypocoisie européenne n'est pas un partenaire, mais un client et un instrument de l'hyperpuissance. Il n'y a qu'une et non deux chaînes de commandement dans l'OTAN. Le commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur) est américain; et américaine, la présidente du groupe de réflexion chargé de la prospective (MmeMadeleine Albright, ancienne ministre des affaires étrangères). Cette novlangue poisseuse est indigne d'une diplomatie française qui, de Chateaubriand à Romain Gary, a eu le culte du mot juste et le goût de la littérature, qui est l'art d'appeler un chat un chat. Le premier temps d'une action extérieure, c'est la parole. La formule qui réveille. Le mot cru. De Gaulle et Mitterrand les pratiquaient allègrement. Tu as connu le second de près. Et le premier, en privé et dès 1965 en public, qualifiait l'OTAN de protectorat, hégémonie, tutelle, subordination. «Allié, non aligné» veut dire d'abord: retrouver sa langue, ses traces et ses valeurs. «Sécurités» accolé à «défense», fétichisme technologique et aspiration à dominer le monde (d'origine théologique) jurent avec notre personnalité laïque et républicaine. Pourquoi donc la gauche au gouvernement devrait-elle entériner ce qu'elle a condamné dans l'opposition? Pour ma part, je m'en tiens à l'appréciation de M.Gabriel Robin, ambassadeur de France, notre représentant permanent auprès de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique nord de1987 à1993. Je le cite: «L'OTAN pollue le paysage international dans toutes les dimensions. Elle complique la construction de l'Europe. Elle complique les rapports avec l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe] (mais ce n'est pas le plus important). Elle complique les rapports avec la Russie, ce qui n'est pas négligeable. Elle complique même le fonctionnement du système international parce que, incapable de signer une convention renonçant au droit d'utiliser la force, l'OTAN ne se conforme pas au droit international. Le non-recours à la force est impossible à l'OTAN car elle est précisément faite pour recourir à la force quand bon lui semble. Elle ne s'en est d'ailleurs pas privée, sans consulter le Conseil de sécurité des Nations unies. Par conséquent, je ne vois pas très bien ce qu'un pays comme la France peut espérer de l'OTAN, une organisation inutile et nuisible, sinon qu'elle disparaisse (8)». Inutile, parce qu'anachronique. A l'heure où chaque grand pays joue son propre jeu (comme on le voit dans les conférences sur le climat, par exemple), où s'affirment et s'exacerbent tensions religieuses et identités culturelles, ce n'est pas bâtir l'avenir que de s'enrôler. Sont à l'ordre du jour des coalitions ad hoc, des coopérations bilatérales, des arrangements pratiques, et non un monde bichrome et manichéen. L'OTAN est une survivance d'une ère révolue. Les guerres classiques entre Etats tendent à disparaître au bénéfice de conflits non conventionnels, sans déclarations de guerre ni lignes de front. Au moment où les puissances du Sud s'affranchissent de l'hégémonie intellectuelle et stratégique du Nord (Brésil, Afrique du Sud, Argentine, Chine, Inde), nous tournons le dos à l'évolution du monde. Pourquoi nocive? Parce que déresponsabilisante et anesthésiante. Trois fois nuisible. A l'ONU d'abord, et au respect du droit international, parce que l'OTAN soit détourne à son profit, soit contourne et ignore les résolutions du Conseil de sécurité. Nuisible à la France, ensuite, dont elle tend à annuler les avantages comparatifs chèrement acquis, en l'incitant à faire siens par toutes sortes d'automatismes des ennemis qui ne sont pas les nôtres, en diminuant notre liberté de parler directement avec tous, sans veto extérieur, en ruinant son capital de sympathie auprès de nombreux pays du Sud. Nous sommes fiers d'avoir obtenu d'obligées déclarations sur le maintien de la dissuasion nucléaire à côté de la défense antimissile balistique dont le déploiement, en réalité, ne peut que marginaliser à terme la dissuasion du faible au fort, dont nous avons les outils et la maîtrise. Mais peut-être va-t-on nous convaincre que nous vivons, à Paris, Londres et Berlin, sous la terrible menace de l'Iran et de la Corée du Nord... Nuisible, enfin, à tout projet d'Europe-puissance, dont l'OTAN entérine l'adieu aux armes, la baisse des budgets de défense et le rétrécissement des horizons. Si l'Europe veut avoir un destin, elle devra prendre une autre route que celle qui la river à son statut de dominion (l'Etat indépendant dont la politique extérieure et la défense dépendent d'une capitale étrangère). On comprend que cela soit un bien pour l'Europe centrale et balkanique (notre Amérique de l'Est), car de deux grands frères mieux vaut le plus lointain, et ne pas rester seul face à la Russie. Pourquoi oublier que tout Etat a la politique de sa géographie et que nous n'avons pas la même que celle de nos amis? La «famille occidentale», une mystification Rentrer dans le rang pour viabiliser une défense européenne, la grande pensée du règne précédent, témoigne d'un curieux penchant pour les cercles carqués. Neuf Européens sur dix ont pour stratégie l'absence de stratégie. Il n'y a plus d'argent et on ne veut plus risquer sa peau (on a déjà donné). D'où la fumisterie d'un «pilier européen» ou d'un «état-major européen au sein de l'OTAN». Le seul Etat apte à des accords de défense consécutifs avec la France, le Royaume-Uni, conditionne ceux-ci à leur approbation par Washington. Il vient d'ailleurs d'abandonner le proto-avions commun. L'Alliance atlantique ne supplée pas à la faiblesse de l'Union européenne (sa «politique de sécurité et de défense commune»), elle l'entretient et l'accroît. En attendant Godot, nos jeunes et brillants diplomates filent vers un «service diplomatique européen» richement doté, mais chargé d'une tâche surhumaine: assumer l'action extérieure d'une Union sans positions communes, sans armée, sans ambition et sans idée. Sous l'égide d'une non-personnalité. Quant au langage de l'«influence», il fleurie bon la République. «Ceux qui acceptent de devenir piétaille détestent dir qu'ils sont piétaille» (de Gaulle encore, à l'époque). Ils assurent qu'ils ont de l'influence, ou qu'ils en auront demain. Produire des effets sans disposer des causes relève de la pensée magique. Influencer veut dire peser sur une décision. Quand avons-nous pesé sur une décision américaine? Je ne sache pas que M.Barack Obama ait jamais consulté nos influentes autorités nationales avant de décider d'un changement de stratégie ou de tactique en Afghanistan, où nous n'avions rien à faire. Il décide, on aménage. La place du brillant second étant très logiquement occupée par le Royaume-Uni, et l'Allemagne, malgré l'absence d'un siège permanent au Conseil de sécurité, faisant désormais le troisième, nous serons donc le souffleur n°4 de notre allié n°1 (et en Afghanistan, nous fûmes bien, avec notre contingent, le quatrième pays contributeur). Evouer, dans ces conditions, «une influence de premier plan au sein de l'Alliance» revient à faire cocoricó sous la table. Nous glissons depuis longtemps le long du tube, me diras-tu, et M.Sarkozy n'a fait que parachever un abandon commencé sous ses prédécesseurs. Certes, mais il lui a donné son point d'orgue symbolique avec cette phrase: «Nous rejoignons notre famille occidentale.» Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'un champ clos de rivalités ou un système de domination se déguise en famille. Vieille mystification qu'on a croyé réservée à la «grande famille des Etats socialistes». D'où l'intérêt d'en avoir plusieurs, des familles naturelles et des électives, pour compenser l'une par l'autre. Sentimentalement, j'appartiens à la famille francophone, et me sens autant et plus d'affinités avec un Algérien, un Marocain, un Vietnamiens ou un Malgache qu'avec un Albanais, un Danois ou un Turc (tous trois membres de l'OTAN). Culturellement, j'appartiens à la famille latine (Méditerranée et Amérique du Sud). Philosophiquement, à la famille humaine. Pourquoi devrais-je m'enfermer dans une seule? Pourquoi sortir de la nuphaline la notion chérie de la culture ultraconservatrice (Oswald Spengler, Henri Massis, Maurice Bardèche, les nervis d'Occident (9) qui ne figure pas, d'ailleurs, dans le traité de l'Atlantique nord de 1949, qui n'apparaît presque jamais sous la plume de de Gaulle et que je ne me souviens pas avoir entendue dans la bouche de Mitterrand? En réalité, si l'Occident doit aux yeux du monde s'identifier à l'Empire américain, il récoltera plus de haines que d'amour, et suscitera plus de rejet que de respect. Il revenait à la France d'animer un autre Occident, de lui donner un autre visage que Guantánamo, le drone sur les villages, la peine de mort et l'arrogance. Y renoncer, c'est à fois compromettre l'avenir de ce que l'Occident a de meilleur, et déjouer son propre passé. Bref, nous avons raté la marche. Mais au fond, pourquoi monter sur ses grands chevaux? Il se pourrait bien que la métamorphose de l'ex-«grande nation» en «belle province» vers quoi on se dirige — sans tourner les yeux vers le Québec, hélas, où des stages de formation seraient les bienvenus — serve finalement notre bonheur et notre prospérité. De quoi se plaind-on? Intervenir manu militari dans l'ancien Soudan [Mali], sans concours européen notable, avec une aide technique américaine (dont les satellites d'observation militaires, contrairement aux nôtres, ne sont pas repérables et traçables sur la Toile), n'est-ce pas, pour un pays très moyen (1% de la population et 3% du produit intérieur brut de la planète), amplement suffisant pour l'amour propre national? Que demander de plus, au-delà d'un retrait rapide de nos troupes pour éviter l'ensablement? Je n'ignore pas qu'un disciple de Raymond Aron, l'ex-procureur de la «force de frappe» et chef de l'école euro-atlantique, puisse saluer comme un beau geste envers notre vili allié le fait de rallier sa bannière au mauvais moment. Ce juste retour de gratitude, après 1917 et 1944, a pu tourner la tête d'un enfant de la télé et de John Wayne fier de pouvoir jigger dans les rues de Manhattan avec un tee-shirt NYPD. Et si on prend un peu plus de hauteur, toujours derrière Hegel, il se pourrait bien que l'américanisation des modes de vie et de penser (rouleau compresseur qui n'a pas besoin de l'OTAN pour poursuivre sa course) ne soit que l'autre nom d'une marche en avant de l'individu commencée avec l'avènement du christianisme. Et donc une extension du domaine de la douceur, une bonne nouvelle pour les minorités et dissidences de toutes espèces, sexuelles, religieuses, ethniques et culturelles. Une étape de plus dans le processus de civilisation, comme passage du brut au raffiné, de la rareté à l'abondance, du groupe à la personne, qui vaut bien qu'on en rabatte localement sur la gloriole. Ce qui peut nous rester d'une vision épique de l'histoire, ne devrions-nous pas l'enterrer au plus vite si l'on veut vivre heureux au XXIe siècle de notre ère, et non au XIXe? Verdun, Stalingrad, Hiroshima... Alger, Hanoï, Caracas... Des millions de morts, des déluges de souffrances indicibles, dans quel but, finalement? Il m'arrive de penser que notre indifférence au destin collectif, le repli sur la sphère privée, notre lente sortie de scène ne sont pas qu'un lâche soulagement mais l'épanouissement de la prophétie de Saint-Just: «le bonheur est une idée neuve en Europe». En conséquence de quoi il y a plus de sens et de dignité dans des luttes pour la qualité de l'air, l'égalité des droits entre homos et hétéros, la sauvegarde des espaces verts et les recherches sur le cancer que dans de sottos et vaines querelles de tabour sur un théâtre d'ombres. Affres et atouts mêlés de la virilité Vénus auprès Mars. Vénus supérieure à Mars? Après tout, si la femme est l'avenir de l'homme, l'effémination des valeurs et des mœurs qui caractérisera le mieux l'Europe d'aujourd'hui aux yeux des historiens de demain est une bonne nouvelle. Se rangeront sous cette rubrique, au-delà des belles victoires du féminisme et de la parité, le dépérissement du nom du père dans la dévolution du nom de famille, le remplacement du militaire par l'humanitaire, du héros par la victime, de la conviction par la compassion, du chirurgien social par l'infirmière, du cur par le care cher à MmeMarthe Aubry. Adieu faucille et marteau, bonjour pinettes et compresses. «Ce n'est pas avec l'école, ce n'est pas avec le sport que nous avons un problème, c'est avec l'amour.» Ainsi parlait non Zarathoustra mais M.Sarkozy, chef d'Etat (à Montpellier, le 3mai 2007). Nietzsche aurait hurlé, mais Ibn Khaldoun lui aurait tiré la manche. Tu sais que, dans son Discours sur l'histoire universelle, ce philosophe arabe et perspicace (1332-1406) observe que les Etats vivent le jour grâce à deux vaines viriles et disparaissent avec leur abandon. Puritanisme de Bédouin on ne peut plus incorrect, mais description intéressante de l'entropie des civilisations. «Comme le ver file sa soie, plus trouve sa fin en s'empêtrant dans ses fils...» Un Ibn Khaldoun saluerait peut-être le talent des Etats-Unis d'Amérique pour freiner le processus et retarder la fin. Tout en pouissant hors périmètre, par leurs technologies et leurs images, aux joies de l'hypermédiatisme et du quant-à-soi festif, ils conservent par-devers eux les affres et les atouts mêlés de la virilité: culte des armes, gap de schiste, budget militaire écaasant, massacres dans les écoles, patriotisme exacerbé. Phalocrates et souverainistes pour ce qui les concerne, mais soutenant ailleurs ce qu'on pourrait appeler la féminisation des cadres et des valeurs. Les derricks pour eux, les éoliennes pour nous. D'où une Europe plus écologique et pacifique et paradoxalement moins traditionaliste que l'Amérique elle-même. Pendant que notre littérature et notre cinéma cultivent l'intime, les leurs cultivent la fresque historique et sociale. Steven Spielberg élève une statue à Lincoln, la Central Intelligence Agency (CIA) nous met la lame à l'œil avec ses agents — voir Arg. OS5117, avec Jean Dujardin, nous fait pleurer, mais de rire. Bref, si le problème c'est Hegel, et la solution Buddha, mes objections tombent à l'eau. Je ne l'exclus pas a priori. Mais c'est une autre discussion. En attendant, je me félicite de te savoir en réserve de la République et me réjouis pour ma part, spectateur dégagé, de revenir à mes chères études. Sans rapport avec l'actualité, elles me préservent de toute mauvaise humeur. Chacun ses défenses. Bien amicalement à toi. Régis Debray Ecrivain et philosophe. Président d'honneur de l'Institut européen en sciences des religions (IESR), Paris. 1 En 1981, Régis Debray devient chargé de mission pour les relations internationales auprès du président François Mitterrand. La même année, M.Hubert Védrine est nommé conseiller à la cellule diplomatique de l'Elysée. (Les notes sont de la rédaction.) 2 En 1966, la France annonce son retrait du commandement intégré de l'OTAN. 3 En droit romain, réduction de capacité civique pouvant aller jusqu'à la perte de liberté et de citoyenneté. 4 En 1963, le général de Gaulle s'oppose à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE), le jugeant trop proche des Etats-Unis (vis-à-vis desquels le président français souligne l'autonomie de la défense nucléaire nationale). 5 Le Monde, 2décembre 2010. 6 L'Allied Military Government of Occupied Territories (Amgot), ou gouvernement militaire des territoires occupés, piloté par des officiers américains et britanniques, était chargé d'administrer les territoires libérés au cours de la seconde guerre mondiale. 7 Chargé d'affaires américain auprès du régime de Vichy (1940-1944). 8 «Sécurité européenne: OTAN, OSCE, pacte de sécurité», colloque de la fondation Res publica, 30 mars 2009. 9 Respectivement philosophe allemand, auteur de l'essai Le Déclin de l'Occident (1918), associé à la «révolution conservatrice» allemande; essayiste et critique littéraire français ayant participé au régime de Vichy; écrivain français ayant soutenu la collaboration et dénoncé la Résistance comme «illégal»;et grouppuscule français d'extrême droite (ayant compté parmi ses membres MM.Patrick Devedjian, Gérard Longuet et Alain Madelin).



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Echanges de lettres ouvertes entre Régis Debray et Hubert Védrine sur la place de la France dans l'OTAN



16/03/2013